



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2560
25 août 2017
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Attentats meurtriers en Espagne

Une tragédie engendrée par l'impérialisme

12 septembre

**Préparons-nous
à faire grève et
à manifester contre
le projet Macron**



Refuser la barbarie des terroristes et celle du capitalisme

14 morts et 120 blessés à Barcelone et Cambrils jeudi dernier; 12 à Londres en mars et juin; 22 à Manchester en mai; 5 à Stockholm en avril; 12 à Berlin en décembre à l'occasion du marché de Noël; 86 à Nice le 14 juillet 2016 sur la promenade des Anglais... Les attentats se suivent et se ressemblent. Et c'est à chaque fois la même sidération face à l'horreur, la même émotion face à ces vies brisées et... les mêmes discours hypocrites des chefs d'État qui se posent en défenseurs de la liberté et de la paix contre la barbarie.

Mais ces attentats ne surviennent pas dans un ciel serein. Ils rappellent ceux qui frappent quasi quotidiennement en Irak et en Afrique, le dernier en date, à Ouagadougou au Burkina Faso, ayant fait 18 morts, et ils répondent à la guerre conduite par les grandes puissances au Moyen-Orient.

Ces attentats sont odieux et barbares, mais les bombardements de la coalition menée par les États-Unis comme ceux de la Russie sur Mossoul, Alep ou Raqqa ne le sont pas moins. Combien de civils, d'enfants, de femmes et d'hommes innocents enterrés sous les décombres des quartiers rasés de ces villes martyres?

Les dirigeants des grandes puissances veulent se donner le beau rôle mais, quand il s'agit de défendre leur domination, ils n'hésitent pas à piétiner les vies humaines et, surtout, ils portent l'écrasante responsabilité du chaos dans lequel nous nous enfonçons.

Ce sont leurs manœuvres et leurs coups tordus qui ont enfanté les monstres qu'ils dénoncent aujourd'hui comme des dangers pour l'humanité. Al-Qaida fut fondé par Ben Laden, que les États-Unis finançaient en Afghanistan dans leur guerre contre l'Union soviétique. Et Daech est le fruit pourri de la guerre anglo-américaine menée en Irak à partir de 2003.

Les chefs d'État occidentaux veulent se servir du dégoût légitime que provoquent les attentats pour nous faire approuver leurs interventions guerrières. Leurs appels incessants à l'unité nationale contre le terrorisme visent à nous souder derrière leur politique impérialiste. Il ne faut pas marcher dans cette tromperie.

Une victoire militaire sur Daech est tout à fait probable. Et après? L'impérialisme est incapable d'assurer des relations entre les peuples, entre les ethnies et entre les religions sans recourir à l'oppression. Toute l'histoire du Moyen-Orient est

marquée par les rivalités des grandes puissances pour la colonisation et le pétrole, et cela ne cessera pas avec l'élimination de telle ou telle bande armée.

L'impérialisme est basé sur l'exploitation et le pillage. Il se nourrit des inégalités et de la pauvreté. Il engendre et exacerbe les rivalités entre les pays.

Il n'est qu'à voir les coups de menton de Trump contre la Corée du Nord, lui qui est allé jusqu'à menacer de déchaîner «le feu et la fureur» sur ce pays de 25 millions d'habitants, évoquant même la possibilité de faire usage de l'arme nucléaire, pour comprendre que se mettre à la remorque de la politique des grandes puissances nous mène droit à la catastrophe.

Le monde est devenu une poudrière. Les rivalités impérialistes entre les États-Unis, la Russie ou encore la Chine, la domination que ceux-ci veulent préserver sur les régions plus pauvres de la planète, créent un climat de plus en plus guerrier dont personne ne peut dire où il va nous mener.

Aujourd'hui, les principales victimes du chaos engendré par l'impérialisme sont des Syriens, des Érythréens, des Soudanais, des Maliens, des Afghans. Ils fuient pour beaucoup les régions dévastées par les bandes armées, la misère, voire la famine qui s'ensuit. Demain, ce peut être nous.

Sans remettre en cause les fondements du capitalisme et la domination de l'impérialisme, aucun des problèmes qui se posent aujourd'hui à l'humanité ne peut être résolu, ni le risque d'une guerre généralisée, ni le terrorisme, ni la crise économique ou écologique.

Mais l'humanité n'est pas condamnée à subir un ordre social aussi injuste qu'inégalitaire et fou. Un autre monde est possible. Il faut qu'un parti mette en avant cette perspective, sans quoi la situation ne peut que pourrir sur pied.

Face à la barbarie de la société actuelle, il est essentiel qu'il y ait des femmes et des hommes pour défendre autour d'eux, dans les entreprises et dans les quartiers populaires, la perspective de changer de fond en comble la société.

Renverser la propriété capitaliste et mettre en commun les moyens de production est une nécessité, pour mettre fin à l'exploitation de la majorité par une minorité et pour qu'enfin les immenses possibilités que recèle la société fassent progresser le sort de tous les peuples de la planète.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	DANS LE MONDE	ENTREPRISES
L'économie va mieux seulement pour les exploités 4	Turquie : le CHP, alternative à Erdogan, un piège pour les travailleurs 6	PSA : l'argent coule à flots... pour les actionnaires ! 9
Taxes sur les grandes entreprises : les patrons crient sans même avoir mal 4	Erdogan frappe ses opposants jusqu'en Espagne 6	Peugeot-Sochaux : exploitation en surchauffe 9
Services à la personne : les banques vont-elles sauter sur l'occasion ? 4	Communiqué de Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller, liberté pour Hanza Yalcin 6	Airbus-Toulouse : je travaille, tu travailles...ils profitent 9
Banque Natixis : spéculation sur la révolte des travailleurs 4	Espagne : après les attentats à Barcelone et Cambrils 7	Travailleurs détachés : l'exploitation sans frontière 10
Rentrée : l'éducation gratuite... de plus en plus chère 5	États-Unis : Trump du côté des racistes 7	Hôpitaux : un été chaud, chaud, chaud ! 10
Migrants de la porte de La Chapelle : une évacuation de plus 5	Afghanistan : vers un renforcement de la guerre 8	Hôpital Beaujon-Clichy : pagaille programmée 10
Police de proximité : le retour 5	Yémen : une guerre passée sous silence 12	RUSSIE 1917
Police : permis de tuer 5	Tanzanie : assassinat d'un responsable d'une ONG 12	Août-septembre : le putsch manqué de Kornilov 11
Dividendes : nouveaux records, sur le dos des travailleurs 12	IL Y A 90 ANS	CARAVANES
	Sacco et Vanzetti étaient exécutés 8	Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre 12

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Le 12 septembre : préparons-nous à faire grève et à manifester

Il faudra attendre le 31 août pour connaître le contenu exact des ordonnances de la réforme du Code du travail qui entreront en vigueur dès fin septembre. D'ici là, la comédie de la négociation et des arbitrages continue, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, recevant à tour de rôle patronat et organisations syndicales.

Redoutant une réaction ouvrière, le gouvernement repousse au maximum toute annonce définitive. Mais il n'y a pas de doute possible quant à l'ampleur de l'attaque qu'il prépare. Comme la loi El Khomri, cette réforme va faire tomber des pans entiers du Code du travail, pour les remplacer par des accords de branche ou des accords d'entreprise.

Quels que soient les derniers arbitrages concernant le plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif, l'assouplissement des CDD, l'extension du contrat de chantier, sorte de CDD sans prime de précarité, ou encore la possibilité de négocier des accords d'entreprise en dehors de toute présence syndicale, le résultat sera un recul pour tous les travailleurs. Il le sera particulièrement pour ceux qui travaillent dans les petites entreprises et qui n'auront même plus le Code du travail à faire valoir pour contrecarrer les abus patronaux.

La crise et le chômage de masse ont mis le patronat en situation de force, ce dont il profite pour mener une guerre contre le

monde du travail. Dans la plupart des entreprises, du privé comme du public, les salariés ont subi une aggravation de l'exploitation à coups de licenciements, de restructurations et d'allongement du temps de travail, sans parler du blocage ou de la baisse des salaires. Conscient de ce rapport de force, le grand patronat aidé du gouvernement en profite pour reprendre le terrain qu'il avait dû concéder aux travailleurs sous la pression de décennies de luttes ouvrières. Et il avancera, tant que les travailleurs n'offriront pas de résistance. L'attaque contre le Code du travail est un pas de plus dans cette guerre.



La manifestation du 15 septembre 2016 contre la loi travail.

Le sort des travailleurs dépend de leur capacité collective à inverser ce rapport de force, en s'opposant aux attaques patronales et gouvernementales avec leurs armes de classe, les grèves et les manifestations. Il faut que les travailleurs conscients l'affirment et se préparent à participer à la journée de grève et de manifestation appelée le 12 septembre par la CGT, Solidaires et la FSU, tout en sachant qu'une lutte de plus grande envergure est nécessaire.

Alors que la direction de la CFDT et même FO, par la voix de Mailly, prêchent l'attentisme et noient le poisson en laissant croire que les négociations peuvent encore porter leurs fruits, il faut affirmer que, oui, les choses peuvent changer, à condition que les travailleurs se mobilisent.

Lila Vermer

Contrats aidés : l'État supprime 160 000 emplois

Le Premier ministre a confirmé la réduction du nombre de contrats aidés, passant de 456 000 en 2016 à 293 000 pour l'année en cours. Sauf exceptions, le recours aux contrats aidés est suspendu depuis la mi-août.

Ces contrats, sous une multitude de formes, contrats initiative emploi, contrats d'avenir, d'accompagnement dans l'emploi, etc., ont en commun d'être financés en tout ou en partie par l'État. Pour faire face à leurs obligations, pour assurer un certain nombre de tâches indispensables, les collectivités locales et les associations ont eu de plus en plus recours à ces contrats aidés. La réduction brutale et drastique du

nombre de ces contrats va peser directement sur les classes populaires.

Des écoles primaires et maternelles sont affectées. Ces emplois aidés permettraient d'embaucher les accompagnants des élèves en situation de handicap. Sur les 70 000 contrats aidés dans les écoles, il n'en reste que 50 000 dans la nouvelle enveloppe budgétaire. Un peu partout dans le pays, des élus locaux expriment leurs craintes de ne pas

pouvoir assurer la rentrée scolaire.

Sous prétexte que ces contrats ne débouchent pas sur un emploi stable, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, renvoie vers le chômage 160 000 travailleurs qui avaient pu momentanément sortir la tête de l'eau.

Quel cynisme ! Qu'est-ce qui empêche les pouvoirs publics d'embaucher en fixe ces 160 000 travailleurs qui occupaient des postes utiles avec ces contrats aidés ? La volonté de concentrer l'argent public vers les caisses des capitalistes, c'est tout !

Charles Legodas

Macron : 100 jours après, comme au premier jour

Le 15 août marquait les 100 premiers jours de la présidence Macron.

L'occasion pour des médias de tirer un bilan de sa politique : « L'euphorie a laissé place au désenchantement » ; « 100 jours qui laissent place à la déception ».

Du côté des travailleurs, il n'y a jamais eu ni d'euphorie ni de grandes attentes concernant Macron. Et en réalité Macron n'a pas été élu par un vote massif des travailleurs en sa faveur.

Contrairement à son

prédécesseur, Macron n'a pas feint d'être un ennemi de la finance, ce qui pour un ancien banquier d'affaires aurait été difficile. Aux travailleurs, il n'a rien promis, sinon des mauvais coups, en leur prêchant les fameux sacrifices nécessaires. Et il s'apprête à tenir parole.

On n'avait pas besoin d'attendre. Dès son premier jour à l'Élysée, on savait à quelle sauce il voudrait assaisonner ses attaques contre le monde du travail.

Christian Chavaux



Chômage : l'ampleur du fléau

Concernant le chômage, on entend habituellement parler surtout des chiffres de la catégorie A, dans laquelle Pôle emploi recense les travailleurs n'ayant effectué aucune heure de travail dans le mois et disponibles pour un emploi à plein temps. Ils sont 3,5 millions. C'est déjà énorme, mais très incomplet.

De nombreux chômeurs ne sont pas comptabilisés par l'Insee et doivent être ajoutés aux 6,6 millions recensés, toutes catégories et tous départements confondus. Même le quotidien de droite *Le Figaro* du 18 août, titrait : « 18% des Français chômeurs, en sous-emploi ou découragés de chercher un poste ».

Selon la Dares, service statistique du ministère du Travail, il y aurait 4,5 millions de chômeurs invisibles : ceux qui touchent le RSA et ne sont pas inscrits à Pôle emploi ; ceux qui touchent la prime d'activité ; ceux qui reçoivent l'allocation adulte handicapé ou une pension d'invalidité ; et

tous les sans-droits, jeunes de moins de 25 ans n'ayant jamais travaillé, couples ou personnes isolées dont les ressources dépassent le plafond du RSA (473 euros pour une personne, 679 pour un couple), étudiants à la recherche d'un petit boulot, etc. En additionnant chômeurs recensés et chômeurs invisibles, on arriverait à plus de 11 millions de chômeurs au sens large.

Cela montre ce que valent les déclarations officielles. Cela confirme ce que savent tous les travailleurs : le chômage est un fléau qui frappe le monde du travail directement ou indirectement. Il n'y a aucun remède à attendre de la part d'un gouvernement au service des capitalistes. Car, pour eux, le chômage est une aubaine, qui permet un chantage permanent, pour faire pression sur les salaires et les conditions de travail et diviser la classe ouvrière.

Vincent Gelas

L'économie va mieux ? Seulement pour les exploités

D'après les représentants patronaux, le ministre de l'Économie et celui des Comptes publics, certains journalistes autorisés et des économistes distingués, le pays irait vers une embellie économique. Et de citer des chiffres rassurants : il n'y aurait plus « que » 9,1 % de la population active au chômage, la croissance économique serait en hausse et cela aurait permis à l'État d'engranger 6 milliards d'euros de recettes fiscales supplémentaires. Le ministre Darmanin en conclut donc que « la croissance et la confiance sont de retour ».

Pour tous ces gens, la santé de l'économie se mesure à celle des profits engrangés par les capitalistes. De ce point de vue, en effet, la confiance revient avec les bénéfices du premier semestre, parmi les plus fastueux jamais récoltés par les grandes entreprises. Mais il faut avoir un portefeuille à la place du cœur et un petit pois en guise de cervelle pour oser dire que cette augmentation des profits est bonne pour la société dans son ensemble.

D'abord, parce que

cette croissance s'obtient en exploitant plus durement les travailleurs. Partout le nombre d'emplois diminue, partout le temps de travail et son intensité augmentent. La quasi-totalité des emplois créés sont des contrats précaires, mal payés et de très courte durée, de l'aveu même de ceux qui parlent d'embellie.

Ensuite, parce ces profits sont faits en dépouillant les services publics utiles à la population travailleuse. L'État consacre en effet de plus en plus d'argent à subventionner les capitalistes

et de moins en moins à faire fonctionner les services publics. Où est l'embellie dans les hôpitaux, les écoles, les transports publics, l'accueil des usagers des administrations ? C'est au contraire le mauvais temps qui se confirme dans les municipalités, les services et les associations, privés de subventions et maintenant d'emplois aidés.

Enfin, parce qu'il faut être aveugle ou intéressé pour parler d'embellie dans une société

manifestement malade. Les économistes qui fêtent les bénéfices en hausse prédisent d'un même souffle qu'une crise financière catastrophique peut éclater à tout moment. En effet l'économie capitaliste ne survit plus qu'à crédit, la finance accaparant, grâce à une montagne de dettes, une part toujours plus grande du travail productif. Même les plus obtus des commentateurs patronaux voient arriver une crise financière plus grave que

celle de 2008. Pire encore, le même journal télévisé où un ministre péroré sur la croissance, montre une planète à feu et à sang, des sommes toujours plus colossales consacrées aux armements, des familles se noyant en cherchant un pays où survivre.

L'embellie viendra, certes, mais seulement lorsque les capitalistes ne parviendront plus à faire passer leur intérêt particulier pour l'intérêt général.

Paul Galois



INSATIABLES !



Taxe sur les grandes entreprises : les patrons crient sans même avoir mal

Le gouvernement a annoncé la suppression d'une taxe contestée par la cour de justice européenne. Cette taxe, créée en 2012, amputait de 3 % seulement les dividendes des grands groupes capitalistes. Cette suppression aboutirait à deux milliards d'euros de recettes annuelles en moins pour l'État, et autant à distribuer en plus aux actionnaires.

À ces deux milliards pourraient s'ajouter 4,3 milliards de remboursement des sommes déjà encaissées au titre de cette taxe. Si le Conseil constitutionnel le décide cet automne, cela augmenterait encore le besoin de recettes nouvelles de l'État.

Le gouvernement cherche un moyen de compenser ces pertes

annoncées. *Les Échos* et *Le Figaro* ont indiqué que les pistes actuellement étudiées pourraient conduire à une taxe minuscule sur les chiffres d'affaires des groupes faisant au moins un milliard de recettes, et cela pendant seulement trois ans.

Mais, pour le grand patronat, c'est toujours trop. Le n°2 du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, a déjà rappelé que « le programme présidentiel d'Emmanuel Macron était de supprimer cette taxe sur les dividendes, pas de la remplacer ».

C'est bien connu : pour le patronat, les bénéfices sont réservés aux actionnaires et les sacrifices sont pour tous les autres.

Jacques Fontenoy

Services à la personne : les banques vont-elles sauter sur l'occasion ?

Dans une tribune du *Journal du Dimanche*, cinq patrons, dont Gattaz le président du Medef, proposent la mise en place d'un nouveau dispositif pour employer des travailleurs dans le domaine des services à la personne.

Lorsqu'un particulier emploie un salarié – garde d'enfants, femme de ménage, professeur particulier ou aide à domicile – il bénéficie d'un crédit d'impôt sur la moitié de la rémunération versée, que l'État lui rembourse au bout d'un an à un an et demi. La mesure proposée permettrait aux banques d'avancer cette somme aux particuliers. Ceux-ci n'auraient donc plus à la déboursier et c'est aux banques que l'État verserait l'équivalent du crédit d'impôt, plus des

intérêts versés par l'entreprise de services employant les salariés en question.

Comme à chaque fois qu'ils font une proposition, les patrons, responsables de la destruction de centaines de milliers d'emplois dans le pays, promettent d'en créer. Pour cette proposition, ils évoquent rien moins que 200 000 emplois en un an. Ils présentent également la chose comme un gain de pouvoir d'achat pour les 4,5 millions de personnes employant de tels salariés.

Si tel était l'objectif, pourquoi faire intervenir les banques ? L'État pourrait immédiatement rembourser ces familles sans faire attendre un an.

Il y a fort à parier que les vrais gagnants de ce dispositif, s'il devait voir le jour, seraient surtout les banques, qui pourraient ainsi développer une nouvelle activité, et même les entreprises de services à la personne, qui espèrent sans doute un élargissement de leur marché. On trouve d'ailleurs le président de la Fédération du service aux particuliers et la directrice générale de la Fédération bancaire française parmi les signataires de la tribune.

Jacques Le Gall

Banque Natixis : spéculation sur la révolte des travailleurs

Dans une note confidentielle, des économistes de la banque d'affaires Natixis alertent les investisseurs capitalistes sur une possible révolte des travailleurs :

« Dans les pays de l'OCDE, les salariés (particulièrement ceux à revenus moyens ou bas) pourraient-ils un jour se « révolter » contre les inégalités de revenus, la déformation du partage des revenus en faveur des profits (là où elle a lieu), la pauvreté, la stagnation de leur revenu réel ? » Salaires de misère d'un côté, profits

qui explosent de l'autre, les banquiers ont raison de s'inquiéter. Les salariés ont bien des raisons de se révolter.

Patrick Artus, directeur des études de Natixis, explique que les investisseurs doivent surtout s'inquiéter de la possibilité que les révoltes débouchent sur une hausse rapide des salaires, ce qui conduirait selon lui « à de graves déséquilibres financiers », c'est-à-dire à des profits en baisse. Cette note est accompagnée de graphiques, qui montrent comment la productivité

des salariés augmente beaucoup plus vite que leur rémunération, et d'une courbe montrant l'accroissement de la part de la richesse produite détenue par les 1 % les plus riches.

Les banquiers de Natixis savent bien que l'enrichissement des capitalistes est le produit direct de l'aggravation de l'exploitation des travailleurs. La lutte de classe, les capitalistes connaissent : ils la mènent en permanence. Et, pour une fois, on peut se fier aux pronostics des économistes.

Christian Chavaux

Rentrée : l'éducation gratuite... de plus en plus chère

Comme chaque année, à la rentrée scolaire, les associations de parents d'élèves dénoncent le coût de la rentrée pour les familles. Les associations étudiantes leur emboîtent le pas, en donnant des chiffres.

Même si l'allocation de rentrée scolaire (ARS) allège la facture, celle-ci augmente cette année comme les précédentes. Si le prix de la papeterie stagne, ceux des équipements sportifs, baskets ou survêtements décollent. Et plus l'enfant grandit, plus la facture est élevée. Les élèves de seconde par exemple doivent obligatoirement faire l'achat d'une calculatrice scientifique. Pire encore, les élèves de lycée professionnel ou technologique ont à leur charge l'achat de matériel technique. La facture peut aller de 600 à 700 euros. Et cela concerne souvent les familles populaires.



Les associations étudiantes tirent, elles aussi, la sonnette d'alarme. Le coût de la vie étudiante augmente cette année de 2 %, soit plus que l'inflation officielle. L'augmentation du prix des transports et des loyers des studios dans les villes universitaires n'est pas seule en cause. Ces augmentations concernent tout le monde mais grèvent lourdement le budget des étudiants isolés, contraints de

travailler pour payer leurs études. À cela s'ajoutent la baisse des APL et l'augmentation de 2 euros de la Sécurité sociale étudiante. L'UNEF, le syndicat étudiant, réclame la mise en place d'un plan d'urgence. Il faudra pour cela que les étudiants se fassent entendre et soient, pour commencer, en nombre dans la rue, le 12 septembre, aux côtés des salariés!

Aline Urbain

Migrants de la porte de La Chapelle : une évacuation de plus

Vendredi 18 août a eu lieu la 35^e évacuation en deux ans du camp de migrants de la porte de la Chapelle, à Paris.

Près de 2 500 personnes, en majorité des hommes venus d'Afghanistan, d'Érythrée ou du Soudan, mais aussi des femmes, des bébés, des mineurs isolés, ont été emmenés en bus vers des gymnases ou d'autres lieux d'accueil temporaire en région parisienne.

C'est en fait presque tous les mois qu'a lieu ce genre d'opération. À chaque fois, la préfecture justifie les évacuations par les risques (bien réels) pour la sécurité et la santé des occupants du camp et des riverains. Mais rien n'est fait

pour accueillir dignement les nouveaux arrivants, qui sont déjà nombreux quelques jours plus tard. Le lendemain de l'évacuation, la police a même interdit à des associations de distribuer un petit-déjeuner aux personnes déjà réinstallées sur le site.

L'objectif du gouvernement n'est pas d'offrir un hébergement, même précaire, aux migrants, sinon il le ferait dès leur arrivée, mais plutôt de contrôler et de faire le tri parmi eux. Ceux qui seront considérés comme éligibles au

droit d'asile seront envoyés dans des centres d'accueil et d'orientation, le temps de faire leurs démarches. Mais le gouvernement veut pouvoir refouler le maximum des autres : ceux qui ont déjà été enregistrés dans un autre État européen, souvent l'Italie ou la Grèce, et qui, selon la procédure européenne dite Dublin, n'ont pas le droit de demander l'asile ailleurs, et sont menacés de renvoi vers ces pays ; ceux à qui le statut de réfugié a déjà été refusé, car ils viennent d'un pays jugé sûr, et qui n'ont pas pu prouver que leur vie était menacée s'ils y retournaient ; ou ceux qui, fuyant la faim et la misère de leur pays, n'ont pas droit à ce statut.

Pourtant, ces évacuations à répétition, ces menaces d'expulsion n'empêcheront pas des centaines de migrants d'arriver chaque semaine à Paris, et des camps de se reformer. La seule solution humaine serait de les autoriser à circuler, à s'installer et à travailler en France s'ils le souhaitent, et de les accueillir dignement en leur offrant un toit, le temps de refaire leur vie ici.

Hélène Comte

Police de proximité : le retour

Le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, a annoncé pour la fin de l'année la concrétisation d'une des promesses de campagne de Macron : une « police de la sécurité du quotidien ». C'est donc le retour de la police de proximité instaurée progressivement par le gouvernement Jospin entre 1998 et 2002.

Sa seule évocation déclenche les sarcasmes de la droite, qui parle d'une « vieille lubie de la gauche », et dénonce une manière de détourner les policiers de « leurs priorités » pour les transformer en éducateurs de rue. Déjà en 2003 Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, avait invoqué les mêmes arguments pour mettre fin à cette police de proximité.

La police de proximité évoque l'image de policiers privilégiant la prévention à la répression. Au contact de la population, des jeunes en particulier, elle prévient les incivilités, restaurant ainsi un sentiment de sécurité oublié depuis longtemps. Rien d'étonnant à ce que cette police de proximité soit mieux acceptée que les invasions des CRS ou les expéditions punitives de la BAC, cette Brigade anticriminalité qui concentre la haine des jeunes des quartiers populaires.

Certes, la présence de policiers de proximité parviendrait sans doute à limiter la petite délinquance

qui empoisonne la vie dans les cités populaires. Mais elle ne parviendrait en aucun cas à l'éradiquer, car cette dégradation sociale est une conséquence du chômage, de l'appauvrissement, de l'abandon des services publics comme les transports, la poste, l'éducation.

Ce rôle utile, même lorsqu'il atténue certaines tensions dans la vie quotidienne – et ce n'est pas toujours le cas, loin s'en faut – ne règle pas les problèmes qui ont des racines bien plus profondes. Pire même, cette police de proximité n'est qu'une branche de la police, ce corps d'État dont la fonction fondamentale est le maintien de l'ordre, pas tant dans les quartiers dits difficiles, que dans cette société profondément inégalitaire, fondée sur le pouvoir des bourgeois et sur l'exploitation.

L'une des fonctions de cette police de proximité est de servir de caution à la police qui matraque les manifestants et les grévistes.

Vincent Gelas

Police : permis de tuer

Samedi 19 août, à Châlette-sur-Loing, près de Montargis, six policiers ont abattu un homme de 48 ans lors d'une interpellation.

L'homme, soigné en psychiatrie, était accusé d'avoir menacé une personne avec un couteau. Pour échapper aux policiers venus l'arrêter à son domicile, il s'était réfugié dans sa voiture. C'est lors de sa tentative de fuite au volant du véhicule qu'il a été tué.

Les vidéos de la scène circulant sur les réseaux sociaux montrent la voiture cherchant à s'échapper alors que les policiers essaient d'en casser le pare-brise, avant de tirer une quinzaine de coups de feu, atteignant le conducteur par l'arrière, à un moment où il ne représentait aucunement un danger pour eux.

Devant l'émoi soulevé par les vidéos, la Police des polices a ouvert une enquête.

Les policiers meurtriers risquent-ils grand-chose ? Depuis le 28 février dernier, la loi autorise la police à ouvrir le feu quand « les conducteurs n'obtempèrent pas » et qu'ils sont « susceptibles » de représenter

une menace. Cette loi, voulue par Hollande et Valls pour répondre aux revendications policières de la fin 2016, avait alors été contestée par les associations de défense des droits de l'homme, par le Syndicat de la magistrature et même par le défenseur des droits, l'homme de droite Jacques Toubon, qui y voyaient, à juste titre, la possibilité de couvrir bien des bavures. Cela n'avait pas empêché son vote par une Assemblée quasi déserte.

De l'assassinat d'Adama Traoré à l'affaire Théo, en passant par la mort de Liu Shaoyo, ce ressortissant chinois tué chez lui, devant sa famille, par des policiers en mars dernier, pour ne citer que les bavures plus récentes et les plus médiatisées, la police n'a pas eu besoin d'une telle loi pour commettre des bavures. Mais, en les absolvant par avance, elle encourage les policiers les plus nerveux à croire encore plus que tout leur est permis.

Jacques Le Gall



Mots gravés sur les pierres destinées à empêcher les migrants de s'installer.

Turquie : le CHP, alternative à Erdogan, un piège pour les travailleurs

L'article suivant est traduit du journal du mois d'août de nos camarades de Sinif Mücadelesi (Turquie - UCI)

Kemal Kiliçdaroglu, le dirigeant du parti social-démocrate CHP (Parti républicain du peuple) a terminé sa marche « pour la justice » par un grand meeting, début juillet à Istanbul. Puis il a exposé, contre le gouvernement d'Erdogan, un programme en dix points. « Nous invitons tous les partis, les différentes couches de la population, les ONG, tous les citoyens, à défendre ce programme et à se mobiliser pour le faire aboutir », a-t-il dit.

Ce programme va de « faire la lumière sur la tentative de coup d'Etat militaire du 15 juillet 2016 » jusqu'à « en finir avec le chômage, la misère, les bas salaires, les dénis du droit à s'organiser, les discriminations, la terreur, toutes les mesures antidémocratiques. »

Il y a là tout ce qui est d'actualité aujourd'hui dans la société et qui peut avoir le soutien de la majorité de la population. Mais tout cela reste générique et abstrait, sans un mot sur la façon dont

cela pourrait s'appliquer. La question n'est même pas de savoir si les revendications et la politique du CHP sont justes et méritent d'être approuvées, mais comment il pourrait mettre tout cela en pratique. Et puis le CHP en tant que force politique n'inspire guère confiance, alors, avec sa « marche pour la justice » d'Ankara à Istanbul, Kiliçdaroglu a voulu montrer que, lui au moins, est un homme du CHP qui fait ce qu'il dit.

Le pouvoir de l'AKP et d'Erdogan est en train de s'user à grande vitesse, malgré tous ses efforts. Il commence à être dépassé du fait des guerres du Moyen-Orient, des problèmes avec l'Union européenne, des conflits d'intérêts avec les grandes puissances impérialistes, des problèmes avec les pays voisins et, au-delà, par ceux de l'économie. Erdogan malgré tout réussit encore à se faire accepter des patrons du fait qu'il interdit les grèves, impose les accords sur les conventions

collectives, distribue des crédits et des subventions, amnistie les dettes et les impôts non payés, et surtout parce qu'il arrive à imposer son pouvoir contre les travailleurs. Mais combien de temps cela peut-il durer ?

Les patrons tirent les leçons de ce qui se passe dans les autres pays : les manifestations, les protestations de masse, l'usure des partis politiques et les scandales qui éclatent au grand jour. C'est dans ce cadre que le CHP peut arriver au gouvernement et il s'y prépare.

Le CHP a besoin de retrouver du crédit et de l'influence parmi les masses. C'est nécessaire pour qu'il puisse arriver au pouvoir et aussi pour que la bourgeoisie trouve cela utile. Le fait qu'actuellement le MHP d'extrême droite est divisé en deux, que le HDP prokurde a perdu une partie de son influence et que le Parlement se divise encore en petits partis, tout cela ne mène à aucune solution politique. Quant au CHP, les patrons ne s'y fieront que s'il a le soutien de larges masses, s'il peut avoir la majorité



Le dirigeant du CHP au milieu des manifestants réclamant « justice ».

au Parlement et former un gouvernement fort. Si c'est le cas, le CHP pourra satisfaire les revendications des patrons et surtout lanterner les travailleurs avec de fausses promesses.

C'est pourquoi le CHP ne veut permettre à aucune autre organisation ou force politique de s'exprimer de façon indépendante, exactement comme il l'a fait pendant la « marche pour la justice ». Il veut que tout le monde le suive et ainsi être le seul parti de l'opposition. Et de fait les diverses organisations de gauche s'alignent derrière lui en expliquant qu'actuellement « on ne peut rien faire d'autre. »

Cette politique-là est un

vrai piège pour les travailleurs. Le CHP n'est pas un parti exprimant leurs revendications, dans lequel les travailleurs auraient la direction, prendraient les décisions et en contrôlèrent l'application. Il n'y a d'allusion aux revendications des millions de travailleurs que dans un point de son programme. Mais comment va-t-il résoudre la question du chômage et celle des salaires, quel droit les travailleurs auront-ils de s'organiser ?

Les travailleurs n'ont pas à faire confiance à un nouvel Erdogan, lequel se disait aussi « le défenseur des démunis ». Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Sinif Mücadelesi

Erdogan frappe ses opposants jusqu'en Espagne

Jeudi 3 août, le journaliste et écrivain turc Hamza Yalçın a été arrêté à l'aéroport de Barcelone et depuis il est emprisonné dans cette même ville. Il court aujourd'hui le risque d'être extradé en Turquie alors qu'il est là-bas condamné à la réclusion à perpétuité sous l'accusation de terrorisme, comme de nombreux opposants au régime d'Erdogan, eux aussi arrêtés.

Hamza Yalçın a 59 ans. Il était communiste et il militait clandestinement dans l'armée avant d'être arrêté en 1980. Comme de nombreux militants turcs, il a connu la prison et la torture en raison de son combat contre les dictatures successives. Il a dû s'exiler définitivement suite à une condamnation à perpétuité prononcée contre lui. Après être passé par plusieurs pays d'Europe, il s'est fixé en Suède en 1984, obtenant la nationalité suédoise. Il dirige aussi depuis la Suède un magazine de gauche intitulé *Odak Dergisi*, très critique envers le régime d'Ankara.

Le 3 août, la police espagnole l'a arrêté sur la base d'une notice d'Interpol établie suite à un mandat d'arrêt du gouvernement turc qui l'accuse d'insulter Erdogan et d'être un terroriste.

L'Espagne dispose de quarante jours, c'est-à-dire jusqu'au 11 septembre, pour décider si elle renvoie ou non Hamza Yalçın en Turquie - ce qui signifierait le livrer au dictateur turc. Une campagne de solidarité avec une pétition en ligne pour sa libération se développe, soutenue par de nombreuses organisations.

Pour Erdogan, ce coup de force est une manière de plus d'affirmer l'évolution de son régime vers une dictature féroce. Il interdit des grèves, il se sert de l'état d'urgence et des lois d'exception pour durcir la condition ouvrière. Il ne supporte pas la moindre liberté d'expression et multiplie les arrestations d'opposants. Ainsi les deux enseignants Semih Özakça et Nuriye Gülmen, qui ont été radiés de l'enseignement et poursuivent une grève de la

faim, ont été emprisonnés au bout du 76^e jour de cette grève. La Cour européenne des droits de l'homme n'a pas estimé que leur vie était en danger.

Aujourd'hui, plus de 176 journalistes sont emprisonnés en Turquie, parmi lesquels le journaliste français Loup Bureau et l'Allemand Deniz Yücel, dont les

médias ont parlé. Parallèlement, le gouvernement turc attaque les militants non seulement sur son sol, mais aussi à l'étranger. Ce 19 août, un autre opposant, Allemand d'origine turque, Dogan Akhanli, a été arrêté à Grenade en Espagne, encore sur la base d'une notice d'Interpol, avant d'être remis en liberté.

Les médias font état des démarches diplomatiques entamées par différents pays européens, et notamment la Suède et l'Allemagne, en vue de faire libérer leurs ressortissants. Mais rien ne dit que cela aboutira. La mobilisation est plus que jamais nécessaire.

Dominique Mathieu

Communiqué

Liberté pour Hamza Yalçın !

Le journaliste et écrivain Hamza Yalçın a été arrêté le jeudi 3 août à l'aéroport de Barcelone et il est, depuis, emprisonné en Espagne à la demande du gouvernement turc qui l'accuse d'insulter Erdogan et d'être un terroriste. S'il est extradé, il risque la prison à perpétuité.

Hamza Yalçın est un opposant de longue date aux dictatures qui se sont succédé en Turquie. Arrêté et torturé après le coup d'État d'Evren en 1980, il a dû s'expatrier et la Suède l'a naturalisé. De là-bas,

il dirige un magazine de gauche très critique envers le régime d'Ankara.

En frappant ses opposants jusqu'en Espagne, Erdogan veut montrer qu'il peut réprimer toute opposition, en Turquie comme à l'extérieur. Et la complicité du gouvernement espagnol est révoltante.

Nous nous associons à toutes les organisations qui réclament la libération de Hamza Yalçın.

Pour Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller



Espagne : après les attentats à Barcelone et Cambrils

Nous publions ci-dessous des extraits de l'article que nos camarades de Voz Obrera ont publié sur le site Web de l'UCI en Espagne, au lendemain des attentats commis par les djihadistes en Catalogne, qui ont fait 15 victimes et plusieurs dizaines de blessés. L'émotion est à la mesure de la barbarie de ces attentats, qui s'inscrivent dans une situation dont la responsabilité n'est pas à mettre au compte des seuls acteurs de ces crimes.

« En pleine saison touristique, cet attentat aveugle a frappé directement des personnes innocentes de 35 nationalités, afin de faire le plus de mal possible avec le moins de moyens.

Les terroristes cherchent ainsi à semer la peur dans la population et à transférer en Europe les tueries qui se produisent quotidiennement dans les zones de conflit comme la Syrie ou l'Irak. Ils disposent d'une arme de destruction massive : le désespoir de milliers de personnes, en majorité des jeunes qui voient comment leurs frères sont massacrés sans pitié par les bombes et les armes des pays impérialistes européens et des États-Unis. Ce désespoir se transforme en fanatisme religieux et de là en suicide

et en immolation, en quête d'une justice qui n'aura de récompense sacrée que dans le royaume des cieux.

C'est le fruit des agressions organisées par les gouvernements impérialistes, parmi lesquels figure le gouvernement espagnol. Souvenons-nous d'Aznar lors de la guerre contre l'Irak. Ce sont ces violences guerrières qui ont servi de justification aux fanatiques pour organiser des attentats qui, en sens inverse, contribuaient à resserrer les liens entre la population et le gouvernement espagnols et à justifier les agressions impérialistes.

Mais les origines de cette barbarie sont aussi à chercher ailleurs, à savoir dans les intérêts criminels des principaux pays développés.

Les États-Unis sont secondés par l'Union européenne, entre autres la France et le Royaume-Uni ou l'Allemagne, ainsi que la Russie, dont les politiques ont visé et visent toujours le contrôle des ressources des zones du Proche-Orient et du nord de l'Afrique. Et les incessantes interventions militaires ont conduit à l'instauration de gouvernements à la mesure de leurs intérêts, des gouvernements terriblement instables qui étaient des foyers de conflits permanents. »

Les camarades évoquent les constants et tragiques mouvements de population fuyant la misère ou la guerre des pays pillés par les grandes puissances et tentant de débarquer, au risque de leur vie, sur le rivage de l'un de ces pays européen où ils étaient indésirables. Ils rappellent aussi combien les contrôles migratoires sont tracassiers et combien il est difficile, en Espagne comme dans bien d'autres pays, de trouver un travail et des ressources, quand on est sans papiers.

Et les camarades de Voz Obrera expliquent :



Recueillement de la population sur les Ramblas.

« Dans cette situation, Rajoy a convoqué un Pacte antiterroriste, pour affirmer sa volonté de réaliser une unité allant du Parti populaire à Podemos et ses satellites, en passant par le PSOE (Parti socialiste) ainsi que le récent parti centriste Ciudadanos et les nationalistes catalanistes. Cette unité s'est traduite par un geste significatif. Les grévistes de l'aéroport de Barcelone, el Prat, ont dû arrêter leur grève face à l'attentat, et peu à peu les gouvernants essaieront de tenter des actions et des gestes visant à unir la population derrière ceux qui ont le pouvoir. On cachera

les problèmes sociaux et on organisera des cérémonies de deuil, où l'on fera crier ensemble : Nous n'avons pas peur. »

Et les camarades de conclure, en résumé, que ce sera une façon de masquer les conflits possibles et un bon prétexte pour durcir la répression. Cela peut ouvrir la porte à des réactions de l'extrême droite contre les réfugiés et les immigrés, et encourager les préjugés anti-musulmans. Une politique au détriment des classes populaires. Une politique qu'il faudra combattre.

États-Unis : Trump du côté des racistes

L'assassinat le 12 août dernier, à Charlottesville, d'une militante antiraciste par un raciste fonçant sur elle en voiture a provoqué une vive émotion, aux États-Unis et au-delà. Une émotion amplifiée par les déclarations de Trump, accusant au lendemain du meurtre les manifestants antiracistes d'être responsables de la violence dont ils avaient été victimes.

Les manifestants racistes de diverses obédiences s'étaient rassemblés à quelques milliers dans cette ville de Virginie, pour protester contre la décision de la municipalité de Charlottesville de déboulonner la statue du général Lee, chef des sudistes durant la guerre de Sécession, devenu une figure symbolique de la défense de l'esclavage et, depuis, des défenseurs des thèses racistes.

Il existe encore aux États-Unis quelque 1 500 monuments célébrant ces tristes héros sudistes qui, lors de la guerre de Sécession, s'insurgèrent contre les États du Nord. Pour vaincre cette Confédération du Sud, les États du Nord durent émanciper les esclaves noirs. Au cours de la période de Reconstruction qui suivit (1865-1877), les anciens esclaves et les Blancs pauvres purent bénéficier de quelques droits, droits de vote et d'éligibilité, à l'éducation, à la propriété, etc. Mais cela ne dura que le

temps pour la bourgeoisie industrielle du Nord d'établir un nouvel accord avec l'aristocratie terrienne du Sud, lui laissant les mains libres pour rétablir une oppression féroce envers la population noire.

C'est alors que le Ku Klux Klan vit le jour, afin de terroriser les Noirs et de créer un fossé avec les Blancs pauvres. Les lynchages de Noirs mais également de Blancs, se terminant par des pendaisons après tortures et mutilations, se généralisèrent. Cette ségrégation fut légalisée à la fin du siècle par des lois dites Jim Crow dans le Sud. C'est à cette époque qu'une bonne partie des monuments à la gloire des héros esclavagistes furent érigés. D'autres le furent en réaction au mouvement des droits civiques combattant pour l'abolition de la ségrégation, dans les années 1950 et 1960.

Pour justifier sa défense de ces symboles du racisme,

Trump a déclaré qu'« ils font référence à une partie de l'histoire du pays ». Mais aucun de ces monuments n'évoque les souffrances des esclaves ni leurs révoltes, ni les massacres de la Guerre civile, qui font tout autant partie de l'histoire des États-Unis. Lorsque qu'il a affirmé qu'il y avait des « des gens bien dans les deux camps », faisant la part belle aux suprématistes blancs, aux néo-nazis, au Ku Klux Klan, il a été désavoué par des politiciens de son propre parti. Des patrons ont même démissionné d'instances gouvernementales.

Ces grands patrons s'étaient jusqu'alors accommodés de son racisme. Ils estiment sans doute désormais que l'intérêt de leurs affaires leur commandait de s'écarter de ce président sulfureux. Pourtant, des propos racistes, Trump en tient depuis longtemps, et ce n'est pas original. L'appareil d'État américain est imprégné de racisme, pas seulement dans le Sud ex-esclavagiste. C'est ce que reflètent les propos abjects du locataire de la Maison-Blanche.

En réaction au meurtre de Charlottesville et aux propos de Trump, des manifestations ont eu lieu dans tout le pays samedi 19 août,



Manifestants antiracistes.

dont certaines nombreuses (40 000 à Boston selon la police).

Et d'autres protestations avaient répondu aux

meurtres répétés perpétrés par la police. Il ne sera pas dit que ce seront les racistes qui auront le dernier mot.

Jacques Lequai

22-23 août 1927 : Sacco et Vanzetti étaient exécutés



Manifestation de soutien à Sacco et Vanzetti.

Dans la nuit du 22 au 23 août 1927, les anarchistes américains Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti étaient exécutés sur la chaise électrique dans une prison de Boston, aux États-Unis. C'était l'aboutissement d'une longue bataille judiciaire et politique, qui remontait à leur arrestation en 1920.

Quand les États-Unis sont entrés en guerre en 1917, cette intervention fut contestée. En particulier, le Parti socialiste, les anarchistes et les militants des Industrial Workers of the World (IWW), un syndicat révolutionnaire, menèrent campagne contre la conscription : « *Capitalistes d'Amérique, écrivaient les IWW, nous combattons contre vous, pas pour vous ! Il n'est pas une puissance au monde qui peut faire combattre la classe ouvrière, si elle le refuse !* » Des dizaines de militants furent arrêtés pour avoir encouragé à la désertion. À l'occasion de grands procès, ils étaient condamnés à de longues peines de prison.

À la fin de la guerre, le pays fut traversé par une vague de grèves et de protestations. Une vaste répression fut menée sous la houlette du procureur général Alexander Palmer, avec de nombreux raids et arrestations, dits Palmer Raids. En 1919, 249 Russes ont été expulsés vers leur pays. En janvier 1920, 4 000 personnes furent arrêtées, détenues pour de longues périodes, et expulsées. Le Congrès restreignait drastiquement l'immigration, jusqu'alors relativement libre dans ce pays qui s'est largement bâti grâce à elle. Les Italiens, les Juifs et les Asiatiques furent visés en particulier. Le Ku Klux Klan a alors connu une nouvelle jeunesse et déployé une vaste activité, assassinant les Noirs et les militants syndicaux et rassemblant jusqu'à 4,5 millions de membres en 1924. « *L'Amérique aux Américains* », disait en substance le Klan.

C'est dans ce contexte qu'au printemps 1920 un

typographe anarchiste, Andrea Salsedo, fut arrêté à New-York, interrogé dans un bâtiment du FBI et retrouvé mort sur le trottoir après être tombé du 14^e étage, chute que le FBI qualifia de... suicide. Deux amis de Salsedo, Sacco et Vanzetti, également militants anarchistes, dans la région de Boston, furent arrêtés le 5 mai 1920 et accusés d'un hold-up et du meurtre d'un caissier et d'un garde. Nicola Sacco, né en 1891, et Bartolomeo Vanzetti, né en 1888, étaient des immigrants arrivés en 1908, parmi les deux millions d'Italiens qui parvinrent aux États-Unis au cours de la première décennie du siècle. Respectivement « *bon cordonnier* » et « *piètre vendeur de poissons* », comme le disait Vanzetti, ils niaient les meurtres.

Lors du procès, l'accusation a fait défiler des témoins menacés. À l'issue de leur procès, en juillet 1921, ils furent condamnés à mort. Sur le fond, ils étaient coupables d'être anarchistes et étrangers, dans une période de contestation sociale à laquelle la bourgeoisie américaine voulait mettre fin. S'ensuivirent une série d'appels, tous vains. Neuf personnes ont témoigné du fait que Sacco était dans une autre ville à l'heure du crime, et six autres que Vanzetti vendait alors du poisson ailleurs. « *Cet homme, dit le juge Thayer, bien qu'il n'ait peut-être pas commis le crime qui lui est attribué, est néanmoins coupable moralement, parce qu'il est l'ennemi de nos institutions.* » Et le système judiciaire américain confirmait la condamnation des deux hommes.

D'abord confidentielle, la mobilisation pour Sacco et Vanzetti prit de l'ampleur. Leur condamnation devint le symbole de l'injustice. Dans le contexte de recul du mouvement ouvrier du milieu des années 1920, l'Internationale communiste, qui était en train de devenir stalinienne, s'en est emparée. Souvent en concurrence avec les protestations des anarchistes, elle a organisé dans de nombreux pays une campagne pour les deux hommes.

Une campagne mondiale

En 1926 et 1927, les manifestations se sont multipliées, en particulier aux États-Unis, au Canada, en Europe, mais aussi en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, au Japon et jusqu'en Australie. La mobilisation a atteint un pic en août 1927. À Copenhague, des milliers de manifestants affrontaient la police. À Genève, au moins 5 000 personnes attaquaient le siège de la Société des Nations, renversant des voitures américaines et détruisant les locaux d'American Express.

Il n'empêche : dans la nuit du 22 au 23 août 1927, Sacco et Vanzetti furent exécutés. Dans un dernier message à son fils Dante, Sacco écrivit : « *Alors, mon fils, au lieu de pleurer, sois fort, de façon à être capable de défendre ta mère... Emmène-la pour une longue marche dans la campagne paisible, pour ramasser des fleurs sauvages ici et là... Mais souviens-toi toujours, Dante, au jeu du bonheur, n'en fais pas un usage personnel seulement... aide les persécutés et les victimes parce que ce sont tes meilleurs amis... Dans la lutte de la vie, tu trouveras plus ; aime, et tu seras aimé.* »

En 1977, Sacco et Vanzetti ont été réhabilités à la demande du gouverneur du Massachusetts. Mais cela faisait déjà un demi-siècle qu'ils étaient jugés innocents par le mouvement ouvrier conscient, qui avait mené une campagne pour ces deux militants, victimes de l'État américain et de sa justice de classe. Une justice qui, de l'exécution des communistes Ethel et Julian Rosenberg en 1953 à l'incarcération du militant noir Mumia Abu-Jamal depuis 1981, n'en avait pas fini avec les manipulations.

Michel Bondelet

Afghanistan : vers un renforcement de la guerre

Trump, qui durant sa campagne électorale parlait de retirer les troupes américaines d'Afghanistan, vient de faire volte-face. Non seulement il veut maintenir les 8 400 soldats américains qui y sont (dans une coalition de 13 500 hommes), mais il compte leur envoyer des renforts, sans donner de chiffres pour le moment. Aussitôt les talibans, qui contrôlent la plus grande part du pays, ont promis « *un nouveau cimetière* » aux troupes américaines.

Les troupes américaines sont présentes dans ce pays depuis 2001. Elles ont compté au maximum 100 000 hommes, en plus des divers contingents de la coalition et des dizaines de milliers de mercenaires de sociétés privées.

Et aujourd'hui la déclaration de Trump est le signe d'un échec manifeste de cette présence militaire. Le gouvernement officiel ne contrôle que la région de la capitale. Bien loin d'être vaincus, les talibans sont partout. La corruption est omniprésente, s'appuyant en particulier sur la culture de l'opium qui représentait 93% de la production mondiale en 2008 et dont les

revenus arrosent autant les talibans que les autorités officielles.

En 2014, le nombre des tués des forces de la coalition atteignait 3 487, dont 2 356 soldats américains (453 Britanniques et 89 Français) et des blessés par dizaines de milliers. Les victimes civiles afghanes, mal dénombrées, se comptent par dizaines de milliers.

Les dépenses sont exorbitantes et se chiffrent en centaines (voire milliers) de milliards de dollars. Et il n'y a pas que l'Afghanistan, il y a aussi l'Irak, et d'autres théâtres d'opération !

Tout ceci avait pour but déclaré, au départ, de venir à bout du terrorisme. Seize ans plus tard, il est de plus en plus évident que le terrorisme n'a jamais autant prospéré et que le renforcement des guerres en Afghanistan et ailleurs, loin de l'affaiblir, le renforce.

La volte-face de Trump va prolonger un conflit interminable, susciter de nouvelles vocations parmi les terroristes et permettre aux fabricants d'armements d'engranger des fortunes.

André Victor



Soldats américains évacuant un blessé en Afghanistan.

Lisez *Lutte de classe*, la revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 185 (juillet-août 2017):

- Après la déroute des partis de l'alternance gauche-droite
- Les résultats de LO, du NPA et du PCF
- Où va le PCF ?
- Le NPA à la recherche d'une politique
- Élections en Allemagne
- Après les élections britanniques
- Vers la destitution de Trump ?
- Porto Rico en faillite

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,85 euro.

PSA : l'argent coule à flots... pour les actionnaires !

Le groupe PSA a publié en juillet ses résultats financiers en annonçant un nouveau record : 1,25 milliard d'euros rien que pour les six premiers mois de l'année.

Ce record semestriel vient prendre la suite de celui de 2016 : 2,15 milliards d'euros de bénéfices en un an. Les actionnaires, la famille Peugeot en tête, peuvent se frotter les mains. Leurs affaires marchent bien.

Cette excellente santé financière ne tombe pas du ciel. Elle se fait avec la peau de l'ensemble des travailleurs du groupe. Les salaires sont bloqués depuis mars 2012, des primes ont été supprimées ou rabotées, les heures supplémentaires gratuites se multiplient et surtout les suppressions d'emplois sont une constante : plus de 20 000 emplois supprimés depuis 2013, dont près de 4 000 lors des 18 derniers mois, sous forme de départs de moins en moins volontaires et de préretraites non remplacées. Carlos Tavarès s'est même fixé l'objectif d'obtenir 300 suppressions d'emplois de plus pour l'année 2017 et ce malgré le nouveau record de bénéfices

qui vient de tomber. Ils n'en ont jamais assez.

Les travailleurs payent chèrement cette politique avec une augmentation directe de la charge de travail pour chacun. La situation était d'ailleurs tendue avant la fermeture annuelle pour les congés, avec des débrayages dans quelques usines du groupe comme à SevelNord (Hordain), à Sochaux, à Rennes, à Metz Borny, qui ont réuni au total quelques centaines d'ouvriers, pour protester contre le sous-effectif ou les heures supplémentaires gratuites et obligatoires.

Mais les travailleurs de PSA ne sont pas les seuls à faire les frais de la politique de Tavarès. Tous les travailleurs des entreprises sous-traitantes sont mis à contribution pour fabriquer ces milliards de bénéfices. PSA comme Renault ont comme politique d'étrangler les sous-traitants en leur demandant de produire toujours plus en coûtant toujours moins. Les travailleurs de GM&S, qui se battent depuis des

mois contre la fermeture de leur usine, en sont un des exemples.

Il serait légitime que ces profits servent à

maintenir l'emploi, à embaucher et à augmenter les salaires. Mais cela devra être imposé aux actionnaires de PSA par la

mobilisation collective de tous les travailleurs, que l'on soit PSA, intérimaires ou sous-traitants.

Correspondant LO



Sortie de l'équipe du matin à PSA-Sochaux.

Peugeot - Sochaux : exploitation en surchauffe

Cette année, la production a redémarré le 16 août après que la direction a décidé de réduire les congés à trois semaines consécutives, voire deux ; plus question des quatre semaines !

Et les horaires journaliers des équipes sont rallongés. L'équipe du matin commence 21 minutes plus tôt, et finit 5 minutes plus tard, pendant 5 jours ; celle d'après-midi travaille 41 minutes de plus pendant 4 jours. Les ouvriers qui ont repris avec ces nouveaux horaires n'apprécient pas cette nouvelle aggravation de leurs conditions de travail.

La direction veut mettre en place dès septembre une nouvelle équipe de production, le vendredi, samedi et dimanche (VSD) : 28 heures de travail en chaîne, pour produire plus de voitures, des Peugeot 3008 et Opel Granland, et plus vite.

Pour recruter 1 000 intérimaires de plus à Sochaux, la direction et son cartel d'agences d'intérim ont multiplié, pendant des

semaines, les job dating, les salons de l'emploi, fait une campagne publicitaire sur les réseaux sociaux, mis des affiches sur les murs et les bus de la région. Malgré ce battage monstre, elle a eu du mal à recruter. La perspective d'être immanquablement mis à la porte en fin de contrat, pour un salaire de 1 400 euros net par mois, n'avait pas de quoi susciter une ruée de candidats. Aussi des travailleurs venus d'Espagne et du Portugal ont été recrutés fin juillet.

Peugeot considère que la surchauffe de la production est un « bon problème » à traiter... par la surchauffe, pour tous les travailleurs, précaires comme embauchés, celle de leurs muscles et de leurs tendons, sursollicités par l'augmentation continue des cadences. Sur

les chaînes du système 2 où sont produites les 3008, en juin il fallait sortir 53 voitures par heure, en juillet, 56 ; la direction en impose 58 en septembre, pour atteindre 60 par heure à partir de janvier 2018.

Pour la famille Peugeot et les actionnaires, l'explosion de la précarité, avec l'objectif de 3 000 intérimaires en production à Sochaux pour moins de 5 000 ouvriers en CDI, c'est aussi un « bon problème ». Cette politique, c'est la poursuite des suppressions d'emplois en CDI : 500, ces six derniers mois. C'est l'écrasement des salaires, la course à la productivité avec des conditions de travail de plus en plus insupportables et des horaires de travail à la carte.

Les bons problèmes pour les travailleurs, ce serait de faire reculer la direction par une surchauffe de la colère ouvrière !

Correspondant LO



Airbus - Toulouse : je travaille, tu travailles... ils profitent

Le 27 juillet, pendant que les salariés étaient en congé, Airbus a publié les résultats du 1^{er} semestre 2017. Par rapport au 1^{er} semestre 2016, le bénéfice est en baisse de 15%. Mais les dirigeants ont tenu à rassurer les actionnaires : « Les prévisions sur l'ensemble de l'exercice sont confirmées » et « à plus long terme, Airbus bénéficiera des importants efforts consacrés à l'innovation et la mise en place d'une structure plus efficiente et intégrée. »

Il n'a pas été question de revenir sur les dividendes qui ont été distribués au titre de 2016, dividendes dont le montant a été de 1,043 milliard d'euros, soit 105% des bénéfices de 2016 !

Par contre, les primes, et notamment les primes

d'intéressement, ont été rognées, ce qui a provoqué du mécontentement et même des mouvements de colère, fin juin, dans la filiale Airbus Safran Launchers. À l'usine des Mureaux, il y a eu une semaine d'agitation et de débrayage.

Partout, il faut produire toujours plus et dans des délais toujours plus courts. En 2017, 700 avions doivent être livrés, contre 688 l'an dernier. À Toulouse, dans les ateliers, il n'est pas question d'embaucher à la hauteur des besoins. Au contraire, les intérimaires, nombreux, sont menacés. Déjà, en début d'année, la direction avait annoncé vouloir geler leurs embauches.

À la chaîne A330, des débrayages de protestation avaient eu lieu et la direction a proposé de prolonger les contrats d'intérim

par un CDI intérimaire. À la chaîne A350, devant un mécontentement probable, elle avait réuni tous les intérimaires pour les avertir que ceux qui seraient embauchés se verraient proposer un CDI intérimaire. Nombre de travailleurs intérimaires ne sont pas satisfaits, loin de là. Certains refusent ce nouveau statut précaire et doivent quitter l'usine. Alors, pour les remplacer, la direction fait appel aux embauchés et c'est ainsi que des anciens se retrouvent à des postes plus difficiles qu'ils ont quittés il y a quelques années. Sans

compter que les heures supplémentaires explosent.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} juillet, le plan Gemini, qui prévoit la suppression de 1 167 postes en Europe, dont plus de 600 en France, ainsi que la fermeture du site de Suresnes, entre officiellement en application. Des protestations ont déjà eu lieu.

Face à la gloutonnerie des actionnaires bien servis par le PDG Tom Enders et les autres dirigeants, il faudra que les résistances qui se sont déjà manifestées s'amplifient.

Correspondant LO

Travailleurs détachés : l'exploitation sans frontières

Lors de sa campagne électorale, Macron avait promis de s'attaquer à la question des travailleurs détachés. Il promet de nouveau d'obtenir le durcissement de la directive européenne sur le travail détaché, à l'occasion de sa tournée auprès des dirigeants d'Europe de l'Est, commencée le 22 août.

Cette directive de 1996 permet aux patrons des pays de l'Union européenne d'embaucher des travailleurs venant de tous les pays de l'Union. S'ils sont tenus de les payer au salaire et aux conditions du pays où le travail s'effectue, ils cotisent en revanche aux caisses sociales du pays d'origine de l'entreprise qui détache le salarié.

Il y aurait en ce moment près de 300 000 travailleurs détachés en France. Une bonne partie d'entre eux sont français... et inscrits dans des entreprises d'intérim de pays limitrophes comme

le Luxembourg, où les cotisations sociales sont moindres qu'en France. La directive apparaît donc pour ce qu'elle est : une des multiples lois visant à favoriser les affaires des patrons.

C'est encore plus vrai pour les autres travailleurs, ceux qui viennent de l'est ou du sud de l'Europe. Pour eux, la directive sur le travail détaché est bien souvent la porte ouverte à l'exploitation sans frein. Des travailleurs isolés, logés et nourris par leur employeur, ignorant la langue, la loi et les coutumes locales, ayant hâte de rentrer chez eux et acceptant



Le chantier naval de Saint-Nazaire, où se côtoient des travailleurs aux multiples statuts.

donc de longues journées de travail, dépendant du bon vouloir d'un intermédiaire, peuvent être une aubaine pour des patrons. Et, comme toujours, derrière les petits patrons, il y a les vrais exploiters, les très grandes entreprises donneuses d'ordres. On trouve des travailleurs détachés férocement et frauduleusement exploités dans les grands chantiers de prestige comme dans les restaurants étoilés, à construire des paquebots ou à découper des carcasses.

Les démagogues réactionnaires à la Le Pen ou à la Fillon désignent les travailleurs détachés comme des concurrents des travailleurs locaux, voire comme responsables du chômage autochtone. Macron le dit aussi, indirectement, en rendant responsables les gouvernements des pays d'origine et les directives européennes. Mais les seuls responsables sont les patrons, qui cherchent encore et toujours à faire baisser le prix payé pour la force de

travail. C'est cette course effrénée aux bénéfices qui détruit les conditions de travail des ouvriers.

La seule limite que trouveront les exploiters viendra de la force que sauront leur opposer les travailleurs. La première condition pour être forts, c'est d'être unis, sans distinction de catégorie, de statut, de nationalité. Il n'y a pas de travailleurs détachés, il n'y a que des travailleurs attachés à la même chaîne de l'exploitation.

Paul Galois

Hôpitaux : un été chaud, chaud, chaud !

La période des vacances, toujours tendue à l'hôpital, est devenue insupportable. Le sous-effectif explose, les économies de la direction et son inconséquence pèsent encore plus. En voici quelques exemples tirés du quotidien à la Pitié-Salpêtrière à Paris.

Les directions des hôpitaux publics traquent les moindres économies. Cela commence par supprimer le rab : un patient reçoit un petit pain, un beurre, une confiture au petit-déjeuner, pas une portion de plus. Dans le même ordre d'idée, il est impossible de commander le repas d'un patient entrant si celui qui occupait auparavant la chambre n'est pas sorti. Tant pis si, dans la réalité, les horaires peuvent se chevaucher.

Une autre méthode consiste, dans certains services, à décréter superflus des en-cas comme les goûters : « *Les patients ne sont pas des enfants* », ose dire certains chefs. Dans certaines consultations, les jus de fruit et les gâteaux, qui permettent de resucrer les patients en cas de malaise, ne peuvent plus être commandés : « *Les patients doivent être prévoyants s'ils sont à jeun* » assentent d'autres cadres.

Cela passe aussi par la diminution du nombre de plateaux-repas en hôpital de jour, sous prétexte que le patient convoqué à 9 heures pour son traitement n'aurait pas à être encore là à midi.

Et l'on peut redouter

que cela aille jusqu'à jouer sur la qualité, comme dans cet autre établissement de long séjour en banlieue, où le pain est tellement mauvais que les aides-soignantes s'arrêtent à la boulangerie en arrivant le matin pour que les résidents puissent manger correctement !

Toutes ces économies sont vécues comme des mesquineries intolérables par les soignants, qui se battent pour obtenir des repas en plus. C'est une

manière de continuer à travailler dignement, là où les pressions à la rentabilité poussent au contraire.

Le manque de personnel est loin d'être compensé par les lits fermés durant quelques semaines en août. Là où, les années précédentes, un ou deux jeunes remplaçants étaient embauchés pour les mois d'été, il n'y a personne. Là où, au pire, il suffisait à une minorité de faire deux ou trois week-ends d'affilée pour permettre les

départs en vacances, cela devient la règle pour tous. Les horaires sont chamboulés, les repos coupés et il n'est pas question de poser une seule RTT.

Alors, pour les salariés de l'hôpital, la règle est désormais de partir en vacances épuisés et de l'être à nouveau au bout de deux jours de reprise. Tout le monde connaît pourtant la solution : il faut des embauches massives immédiatement.

Correspondant LO

Hôpital Beaujon - Clichy : pagaille programmée

Cela va faire un an qu'une nouvelle organisation du temps de travail a été mise en place à l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP). Ce projet avait suscité un fort mouvement de protestation et de grèves en 2015 mais Martin Hirsch, directeur de l'AP-HP, avait réussi à l'imposer des mois plus tard après des modifications minimales.

Aujourd'hui, toutes les conséquences néfastes pointées par le personnel en colère ont pu malheureusement être vérifiées à l'hôpital Beaujon de Clichy,

dans les Hauts-de-Seine. La suppression de jours de RTT et la généralisation de la grande équipe, c'est-à-dire l'alternance d'horaires du matin et de l'après-midi, ont perturbé le rythme de sommeil et la vie familiale d'un grand nombre de travailleurs de la santé. Le rythme régulier promis, de quinze jours du matin et quinze jours de l'après-midi, est loin d'être la règle. Souvent, du jour au lendemain, les horaires sont chamboulés par manque de personnel. Les deux repos consécutifs en semaine deviennent

l'exception, seuls les week-ends sont respectés.

Cette nouvelle organisation devait améliorer les conditions de travail et résoudre les problèmes de personnel mais, en politique, les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent.

Les cadres bricolent les plannings à la va-vite. Un jour, une cadre met en repos une salariée qui devait travailler du matin pour qu'elle puisse assurer la nuit en heures supplémentaires, créant ainsi un manque dans l'équipe du matin. Une autre fois, il n'y

avait pas d'aide-soignante dans le service de gériatrie le matin, et l'après-midi il n'y avait pas d'auxiliaire de puériculture en Maternité.

Dans son *Manifeste des valeurs de l'AP-HP*, Martin Hirsch parle de « *réfléchir collectivement à nos défauts d'organisation, pour les corriger* ». Pour les discours, il est imbattable mais, pour soigner, ce n'est pas de discours que le personnel a besoin, mais de salariés en chair et en os, embauchés de façon pérenne et pas à la petite semaine.

Correspondant LO

Août-septembre : le putsch manqué de Kornilov

Le général Kornilov, nommé par Kerenski à la tête des armées, se proclame sauveur de la Sainte Russie, veut instaurer sa dictature et en finir avec la révolution. Il lui faut pour cela écarter Kerenski. Ce dernier, sachant ce qui l'attend, ne voit d'autre issue que d'appeler à l'aide le prolétariat de la capitale et ses organisations, y compris le Parti bolchevique. Sans attendre, les marins de Cronstadt, qui avaient débarqué à Petrograd pour faire face aux redoutables cosaques de la Division sauvage, commencent par sortir de prison Trotsky et d'autres dirigeants du Parti bolchevique. En 48 heures, ceux-ci vont coordonner la grève générale et la mobilisation des soviets contre le coup d'État. Le journaliste anglais Albert Rhys Williams le relate dans son livre-témoignage *À travers la révolution russe* :

« La bourgeoisie, soutenue par les Alliés et l'état-major, était également déterminée à continuer la guerre. Elle en attendait trois choses : 1° La guerre continuerait à leur donner d'énormes profits basés sur les contrats passés avec l'armée. 2° En cas de victoire, elle leur donnerait comme part de butin les Détroits et Constantinople. 3° Elle leur donnerait une chance d'écarter la demande la plus impérieuse des masses au sujet de la terre et des usines.

Ils pratiquaient la sagesse de Catherine la Grande, qui disait : « Pour sauver notre Empire de l'empire du peuple, le moyen est de déclarer une guerre et ainsi de substituer la passion nationale aux aspirations sociales. » Maintenant, les aspirations sociales des masses russes mettaient en danger le pouvoir bourgeois sur la terre et le capital. Mais, si la guerre continuait, le moment de rendre des comptes aux

masses serait reculé. Les énergies absorbées par la guerre ne pourraient pas être employées à continuer la révolution. « Continuons la guerre jusqu'à la victoire » devenait le cri de ralliement de la bourgeoisie.

Mais le gouvernement de Kerenski ne pouvait pas contrôler les soldats. Ils ne répondaient plus à l'éloquence romantique de cet homme. La bourgeoisie chercha un homme d'armes. « La Russie doit avoir un homme énergique qui ne tolérera pas la folie révolutionnaire, mais qui gouvernera avec une main de fer, disaient-ils. Ayons un dictateur. »

Comme homme d'armes, ils choisirent le général Kornilov. À la conférence de Moscou, il avait gagné le cœur de la bourgeoisie en demandant une police de sang et de fer. De sa propre initiative, il avait introduit la peine de mort dans l'armée. Avec des mitrailleuses, il avait massacré des bataillons

de soldats réfractaires et avait jeté leurs corps raidis dans les fossés. Il déclarait que seul un remède de cette énergie pouvait guérir les maladies de la Russie.

Le 9 septembre [27 août pour le calendrier russe d'alors - NdR], Kornilov publia la proclamation suivante : « Notre grand pays agonise sous la pression de la majorité bolchevique du soviét. Le gouvernement Kerenski agit en complet accord avec l'état-major allemand. Que ceux qui croient en Dieu et aux Églises prient le Seigneur de faire le miracle de sauver notre patrie. » Il retira du front soixante-dix mille hommes — beaucoup d'entre eux étaient des musulmans —, sa garde du corps turque, des cavaliers tartares et des montagnards circassiens. Les officiers jurèrent sur la garde de leurs épées que, lorsqu'ils auraient pris Petrograd, les socialistes athées



Le désarmement des troupes de Kornilov.

seraient obligés d'achever la construction de la grande mosquée sous peine d'être fusillés. Avec des avions, des autos blindées anglaises et la Division sauvage assoiffée de sang, Kornilov s'avança sur Petrograd au nom de Dieu et d'Allah. Mais il ne prit pas la ville.

Au nom des soviets et de la révolution, les masses se levèrent comme un seul homme pour la défense de la capitale. Kornilov fut déclaré traître et hors la loi. Les arsenaux furent ouverts et des fusils mis entre les mains des ouvriers. Les gardes rouges circulèrent en patrouilles dans les rues, des tranchées furent creusées, des barricades élevées en hâte. Des socialistes musulmans se trouvaient dans les rangs de la Division sauvage. Au nom de Marx et de Mahomet, ils exhortèrent les montagnards à ne pas marcher contre la révolution. Leurs plaidoyers et leurs arguments

prévalurent. Les forces de Kornilov fondirent et le dictateur fut fait prisonnier avant d'avoir tiré un coup de fusil. Les bourgeois furent accablés de voir que l'espoir de la contre-révolution tombait si facilement sous les coups de la révolution.

Les prolétaires se trouvaient encouragés dans la même mesure. Ils voyaient combien leurs forces et leurs unités avaient de puissance. Ils sentaient de nouveau quelle solidarité liait toutes les fractions des masses travailleuses. Les tranchées et l'usine s'acclamaient. Les soldats et les ouvriers n'oublièrent pas de rendre un tribut spécial aux marins pour le grand rôle qu'ils jouèrent dans l'affaire.

La démonstration était faite : pour sauver la révolution, il faudrait rapidement en finir avec le pouvoir de la bourgeoisie, en concentrant le pouvoir dans les mains des ouvriers et des paysans pauvres.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Dividendes : nouveaux records... sur le dos des travailleurs

La somme totale versée aux actionnaires des 1 200 plus grandes entreprises mondiales a de nouveau battu des records. Pour le deuxième trimestre 2017, elle a dépassé les 447 milliards de dollars, soit une hausse de 5,4% par rapport à l'année précédente.

Sans surprise, ce sont les actionnaires du secteur financier qui ont été les mieux servis. Ce secteur représente plus de la moitié de la progression mondiale, et a versé des dividendes en augmentation de 11,7%

sur un an. Mais les autres secteurs s'avèrent presque aussi généreux pour leurs actionnaires. Pour ce qui concerne la France, les trois quarts des grandes entreprises ont maintenu ou augmenté les sommes versées. La France, avec 40,6 milliards de dollars distribués, conserve sa place de plus gros pourvoyeur de dividendes en Europe, devant l'Allemagne (34,1 milliards) et le Royaume-Unis (32,5 milliards).

Les quarante milliards de dollars qui ont

enrichi les actionnaires des grandes entreprises françaises ont été extorqués à leurs salariés, aux artisans et autres petits patrons étranglés par les banques, aux consommateurs grugés par la grande distribution... S'ils n'étaient pas confisqués à la société par des capitalistes toujours plus avides, ils auraient pu permettre la création d'environ 900 000 emplois, ou bien la construction de 100 grands hôpitaux ou de 300 000 logements.

Valérie Fontaine

Yémen : une guerre passée sous silence

Face à la catastrophe dans laquelle s'enfonce le Yémen, l'ONU, silencieuse jusqu'ici, s'est fendue d'une déclaration.

Par la voix d'un de ses dirigeants, l'ONU affirme que, sur les 27 millions d'habitants que compte le Yémen, deux tiers sont dans un état de malnutrition avancé, 7 millions sont menacés par la famine et 16 millions n'ont pas accès à l'eau. À cela s'ajoute une épidémie de choléra qui atteindrait 300 000 personnes.

Un rapport pointe la coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite dont « le nombre de bombardements a été multiplié par trois, chaque mois, par rapport à 2016 ». Une dénonciation bien tardive quand on sait que cela fait plus de deux ans que cette coalition, à laquelle participent également les Émirats arabes unis et l'Égypte, bombarde sans relâche le Yémen, le pays le plus pauvre du monde arabe, faisant des dizaines de milliers de morts, détruisant routes, écoles et hôpitaux. Le dernier bombardement en date a encore fait au moins 30 morts. Aux bombardements s'ajoute un blocus aux conséquences désastreuses pour un pays qui ne peut assurer que 30% de ses besoins alimentaires, d'autant que la plupart des équipements par lesquels transite l'aide humanitaire

ont été détruits.

Mais si l'Arabie saoudite se sent les coudées franches, c'est qu'elle agit avec la complicité de grandes puissances – les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France – qui lui fournissent un appui à travers les ventes d'armes, une aide technique et un silence diplomatique complaisant. Cela explique sans doute le peu d'empressement de l'ONU à intervenir.

La réaction de l'ONU traduit aujourd'hui l'inquiétude des puissances impérialistes. Non du fait du nombre de victimes, dont ils se moquent, mais parce que le conflit s'enlise. L'intervention saoudienne était motivée par le souci de venir en aide au régime en place, menacé par une rébellion soutenue par l'Iran. Malgré sa puissance de feu, l'Arabie saoudite ne parvient pas à venir à bout de cette rébellion qui semble gagner en popularité au sein de la population. Des observateurs font également état de la prolifération des cellules d'al-Qaïda et de Daech dans cette région située aux abords de la mer Rouge où transite une bonne partie du commerce mondial.

L'impérialisme se montre une nouvelle fois impuissant devant les calamités qu'il a lui-même engendrées.

Denis Aler

Tanzanie : assassinat d'un responsable d'ONG

Wayne Lotter, un Sud-Africain ayant consacré sa vie à militer contre le massacre des éléphants d'Afrique centrale, chassés pour leur ivoire, a été assassiné à Dar es Salam, capitale économique de la Tanzanie.

En 2009, Lotter avait fondé une association spécialisée dans la lutte contre le braconnage en Tanzanie, où en moyenne trente éléphants sont tués chaque jour et l'espèce menacée de disparition. Il avait fait arrêter des centaines de braconniers mais surtout de gros marchands d'ivoire, comme Yang Fend Gland, une Chinoise impliquée dans la vente de

706 défenses d'éléphant pour un montant équivalent à 2 millions d'euros.

Même si le prix de l'ivoire a chuté, de plusieurs milliers de dollars à 700 dollars le kilo, son commerce, illégal dans plusieurs pays, dont les États-Unis et la France, reste très lucratif. En 2016, plus de 20 tonnes d'ivoire ont été saisies dans le monde. Il existe deux types

d'amateurs d'ivoire : les simples consommateurs, et les spéculateurs qui thésaurisent l'ivoire dans la perspective de s'enrichir : « L'éléphant étant en déclin, ils estiment que leur ivoire va prendre de plus en plus de valeur. Ils essayent d'en accumuler en espérant que l'espèce va disparaître. »

On ne connaîtra peut-être jamais le nom des instigateurs de l'assassinat de Wayne Lotter. Mais ce qui est sûr, c'est que c'est le profit qui tue les éléphants d'Afrique... et leurs défenseurs.

Julie Lemée

Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

Sans surprise aucune, Macron continue et amplifie la politique favorable au grand patronat. Les coups pleuvent sur les travailleurs, de la baisse de l'APL à la suppression de 160 000 contrats aidés, de la poursuite des plans de suppressions d'emplois à la pression constante pour intensifier le travail. D'autres attaques se préparent sous nos yeux, notamment la destruction du Code du travail.

Face à cette véritable guerre sociale menée contre eux, les travailleurs doivent prendre conscience de leur force et de leurs possibilités. Les politiciens de la bourgeoisie et ses porte-parole dans les médias font profession d'empêcher cette prise de conscience, mettant

en scène des joutes politiques dérisoires et utilisant toujours la même rengaine patriotique, nationaliste et individualiste. Le profit des plus riches, pourtant acquis en exploitant le travail de toute la société, est présenté comme la seule valeur en ce monde

Pour combattre la propagande patronale, pour affirmer leur existence et leur droit à la vie, pour se défendre aujourd'hui et changer le monde demain, les travailleurs ont besoin de leur propre parti.

À l'occasion de leurs caravanes d'été, les militants de Lutte ouvrière viennent à votre rencontre pour discuter de la nécessité de ce parti ouvrier et des moyens de le construire.

Côte Atlantique/Pays-de-Loire

Judi 24 août : La Roche-sur-Yon
Vendredi 25 août : Cholet
Samedi 26 août : Nantes

Yvelines/Orne

Judi 24 août : Alençon
Vendredi 25 août : Flers/Argentan
Samedi 26 août : Le Mans

Pyrénées

Judi 24 août : Tarbes
Vendredi 25 août : Pau
Samedi 26 août : Auch

Savoie/Ain

Judi 24 août : Oyonnax
Vendredi 25 août : Villefranche-sur-Saône
Samedi 26 août : Bourg-en-Bresse

Bretagne

Judi 24 août : Lanester



Vendredi 25 août : Vannes

Samedi 26 août : Lorient

Poitou-Charente

Judi 24 août : Poitiers
Vendredi 25 août : Châtelleraut
Samedi 26 août : Blois

Lorraine

Judi 24 août : Thionville
Vendredi 25 août : Hayange
Samedi 26 août : Longwy

Toulouse/Tarn

Lundi 28 août : Albi
Mardi 29 août : Toulouse/Ramonville
Mercredi 30 août : Montauban
Judi 31 août : Toulouse/Colommiers
Vendredi 1er septembre : Toulouse/Muret
Samedi 2 septembre : Toulouse/Cugnaux